

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

SEC(71) 4048 final

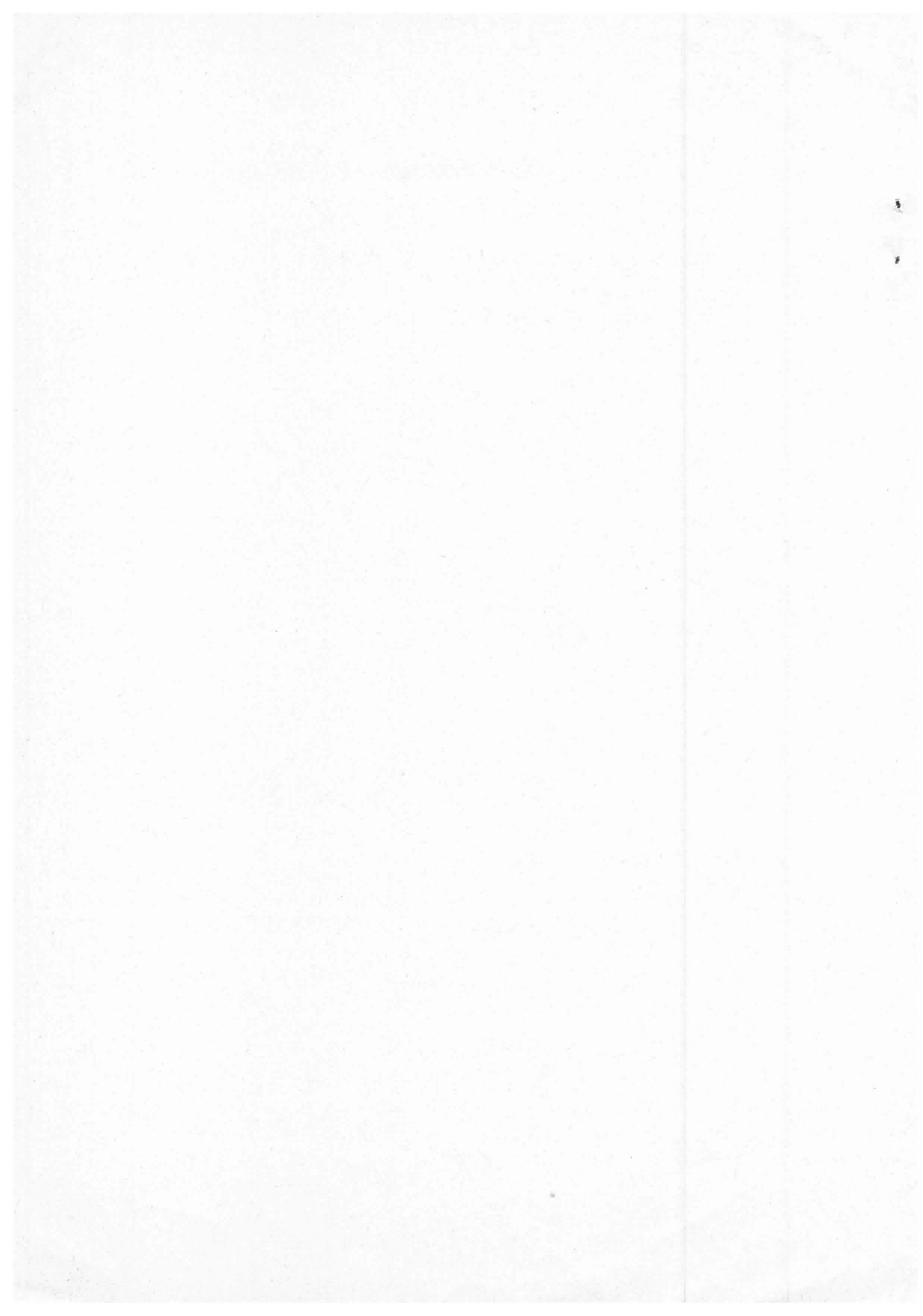
Bruxelles, le 11 novembre 1971

TRENTIEME RAPPORT INTERIMAIRE DE LA COMMISSION AU CONSEIL

SUR LES ADAPTATIONS TECHNIQUES DES REGLEMENTATIONS COMMUNAUTAIRES

A LA SITUATION DE LA COMMUNAUTE ELARGIE

- AGRICULTURE VII -



I. REMARQUES GENERALES

1. Dans le cadre de l'examen du droit communautaire dérivé en matière agricole, la Commission présente un septième rapport qui couvre les actes qui ont été publiés au Journal Officiel des Communautés européennes depuis le 10 septembre 1971 (J.O. n° L 206) jusqu'au 22 septembre 1971 (J.O. n° L 214) ainsi que certains actes laissés en suspens dans le cadre des rapports précédents.
2. Pour les principes de procédure appliqués, il est renvoyé au premier rapport intérimaire (doc. SEC (70) 4176 final). En ce qui concerne la présentation des annexes, la disposition adoptée est celle rappelée dans le 12ème rapport intérimaire (2ème rapport agricole -doc. SEC (71) 2347). Abstraction faite des délais d'entrée en vigueur de la réglementation pour les nouveaux Etats membres, les actes sont repris dans diverses annexes qui répondent aux définitions suivantes :
 - I. Actes qui n'appellent pas d'adaptations techniques, excepté les adaptations institutionnelles éventuelles relatives à la pondération des voix, prévues dans le cadre des procédures des Comités de Gestion - ce qui se trouve précisé dans chaque cas.
 - II. Actes qui exigent des adaptations techniques qui, dès à présent, peuvent clairement être formulées, à savoir essentiellement des adaptations linguistiques ou celles qui consistent à ajouter ou à supprimer certaines mentions, données ou références relatives aux pays candidats.
 - III. Actes auxquels il faudra apporter certaines adaptations techniques déjà arrêtées quant à l'objet mais dont il n'est pas encore possible de proposer les formulations, certaines données faisant encore défaut. L'orientation à donner à l'adaptation technique est précisée dans chaque cas.
 - IV. Actes dont l'examen n'est pas encore terminé. Il s'agit d'actes concernant en tout ou en partie les accords d'association dont l'examen sera repris ultérieurement en fonction de la solution

.../...

qui sera apportée à la question des accords préférentiels qui font l'objet d'une discussion au sein de la Conférence.

- V. Actes qui se réfèrent aux Conventions de Yaoundé et d'Arusha pour lesquels il y a lieu de tenir compte de l'accord intervenu lors de la 3ème session ministérielle du 8 décembre 1970, selon lequel la Conférence estimerait préférable de s'en tenir jusqu'en 1975, date d'expiration des Conventions en cause, à un statu quo de part et d'autre.

La catégorie d'actes "annuels" - règlements fixant certains prix ou certaines données valables pour une campagne - appelle les mêmes commentaires que ceux mentionnés sous le point 2 du premier rapport en matière d'agriculture (doc. SEC (71) 1501 final). Au cas où de tels actes existent, ils se trouvent mentionnés dans une partie B de chaque annexe.

De plus, à l'intérieur de chaque annexe - ou partie d'annexe - il est prévu 2 types d'actes. Une première catégorie mentionne les modifications qui sont survenues à propos des actes qui figurent déjà dans les rapports antérieurs. Afin de faciliter la recherche des actes ainsi modifiés, il est indiqué à chaque fois la référence du rapport où il figure au moyen de chiffres romains I - II - III - IV - V ou VI, selon qu'il s'agit du 1er, 2ème, 3ème, 4ème, 5ème ou 6ème rapport agricole ainsi que de la page du document en cause. La seconde catégorie mentionne les actes nouveaux également précédés d'un chiffre romain à titre de référence aux rapports précédents.

3. Afin de ne pas charger inutilement le corps de ce rapport, les actes qui suscitent des commentaires, y sont indiqués sans mention des actes qui, le cas échéant, les ont modifiés. Il y a lieu de se référer à leur sujet aux annexes.

.../...

II. Observations concernant le secteur de la législation forestière

1. Directive n° 71/161/CEE du Conseil, du 30 mars 1971, concernant les normes de qualité extérieure des matériels forestiers de reproduction commercialisés à l'intérieur de la Communauté (1)
2. A propos des articles 10 et 11 de cette directive, le Danemark indique qu'il est possible que certaines difficultés se produisent du fait de l'obligation de faire figurer sur le même certificat les éléments relatifs à la certification et à l'origine des semences, étant donné que ces éléments ne sont pas disponibles au même moment et sont de surcroît contrôlés par des autorités administratives différentes. La Commission estime que si des difficultés se présentaient, ce problème pourrait être réexaminé ultérieurement dans le cadre de la Communauté élargie. La délégation danoise s'est ralliée à ce point de vue.

(1) J.O. n° L 87/14 du 17.4.1971

III. Observations concernant le secteur des produits laitiers

Règlement (CEE) n° 1411/71 du Conseil, du 29 juin 1971, établissant les règles complémentaires de l'organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers en ce qui concerne les produits relevant de la position n° 04.01 du tarif douanier commun(1).

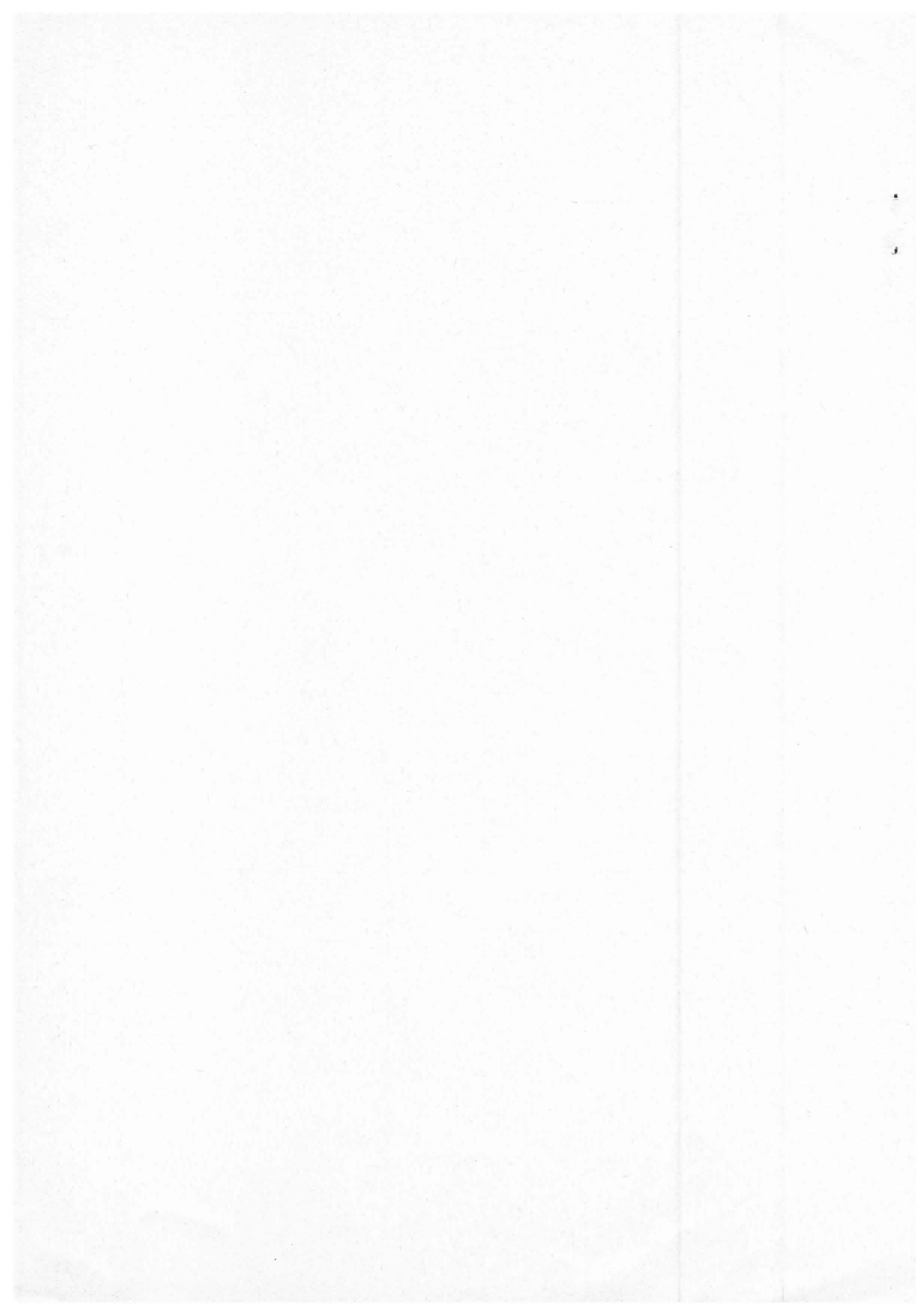
4. Les délégations britannique et irlandaise ont fait état des difficultés que suscite ce règlement dans leur pays respectif. Les législations qui y sont actuellement en vigueur diffèrent sensiblement des prescriptions communautaires. En outre, l'application de celles-ci nécessitera une transformation profonde de l'équipement des laiteries dont la délégation britannique évalue le coût pour le Royaume-Uni de 10 à 15 millions de livres sterling.

5. Il existe dans plusieurs nouveaux Etats membres des catégories de lait entier dont la teneur en matières grasses est fixée par les Etats en cause à un niveau supérieur à 3,50% (par exemple Channel Island Milk à 4%). Dans le souci de protéger le consommateur et de promouvoir la consommation des produits laitiers, il y aurait lieu de permettre aux Etats membres de déterminer une catégorie supplémentaire de lait, dont la teneur en matière grasse serait fixée par eux à un taux supérieur à 3,8%. Toutes les autres dispositions relatives à la définition du lait de consommation demeurant applicables.

La Commission estime qu'il y a lieu d'apporter une adaptation technique sur ce point, en complétant l'article 6 du règlement.

(1) J.O. n° L 148/4 du 3.7.1971.

6. A propos de l'article 9 paragraphe 2, la délégation danoise a soulevé la question des concessions exclusives de fourniture de lait dans certaines communes qui existent actuellement dans son pays. Elle a souligné qu'elle acceptait l'abolition de ces mesures mais qu'elle souhaitait pouvoir y parvenir en prenant les dispositions nécessaires pour ne pas renouveler les concessions lors de leur expiration, mais sans dénoncer les concessions en cours de validité, ce qui entraînerait la nécessité de dédommagements. La plupart des concessions expireraient avant 1971/1972; dès le 1er janvier 1973, 16 seulement demeureraient en vigueur pour une période limitée. La Commission estime que cette question dépasse le cadre de l'adaptation technique, et devrait pouvoir être résolue par la voie d'une mesure transitoire.



I

Liste des nouveaux actes

- Règlement (CEE) n° 453/71 de la Commission, du 2 mars 1971, relatif aux conditions particulières de l'octroi d'aides au stockage privé dans le secteur de la viande de porc

J.O. n° L 51/9 du 3. 3.1971

Liste des modifications

I page 20

- Règlement (CEE) n° 204/67 de la Commission, du 28 juin 1967, portant fixation des coefficients pour le calcul des prélèvements applicables aux produits du secteur de la viande de porc autres que le porc abattu

J.O. n° 134/2840 du 30. 6.1967

modifié par :

ajouter : R. (CEE) n° 1620/71 de la Commission du 27 juillet 1971

J.O. n° L 169 du 28. 7.1971

Liste des modifications

II page 44

- Règlement (CEE) n° 1072/68 de la Commission, du 25 juillet 1968, relatif à la détermination des éléments de calcul du prélèvement pour certaines viandes bovines congelées

J.O. n° L 180/21 du 26. 7.1970

modifié par :

ajouter : R. (CEE) n° 1986/71 de la Commission du 14 septembre 1971

J.O. n° L 209/27 du 15. 9.1971

II page 44

- Règlement (CEE) n° 1025/68 de la Commission, du 22 juillet 1968, fixant des coefficients servant au calcul du prélèvement pour les viandes bovines autres que la viande bovine congelée

J.O. n° L 174/9 du 23. 7.1969

modifié par :

ajouter : R. (CEE) n° 1987/71 de la Commission du 14 septembre 1971

J.O. n° L 209/28 du 15. 9.1971

HARMONISATION DES LEGISLATIONS

III

LEGISLATION FORESTIERE

- Liste des nouveaux actes

Directive n° 71/161/CEE du Conseil, du 30 mars 1971, concernant
les normes de qualité extérieure des matériels forestiers de
reproduction commercialisés à l'intérieur de la Communauté

J.O. n° L 87 du 17. 4.1971

IV

Liste des nouveaux actes

- Règlement (CEE) n° 1539/71 de la Commission, du 19 juillet 1971, déterminant des méthodes d'analyse communautaire applicables dans le secteur du vin

J.O. n° L 163 du 21. 7.1971

Liste des modifications

IV page 13

- Règlement (CEE) n° 2005/70 de la Commission, du 6 octobre 1970, relatif au classement des variétés de vigne

J.O. n° L 224/1 du 10.10.1970

modifié par :

ajouter : R. (CEE) n° 1985/71 de la Commission du 14 septembre 1971

J.O. n° L 209/9 du 15. 9.1971

S U C R E

IV

Liste des nouveaux actes

- Règlement (CEE) n° 1934/71 de la Commission, du 3 septembre 1971, relatif à la suspension de l'adjudication permanente en matière d'exportation de sucre blanc visée au règlement (CEE) n° 1728/71.

J.O. n° L 200/13 du 4.9.71

Liste des modifications

II page 37

- Règlement (CEE) n° 1106/68 de la Commission, du 27 juillet 1968, relatif aux modalités d'octroi des aides au lait écrémé en poudre destiné à l'alimentation des animaux et au lait écrémé transformé en aliments composés pour animaux

J.O. n° L 184/26 du 29. 7.1968

modifié par :

ajouter : R. (CEE) n° 2026/71 de la Commission du 21 septembre 1971

J.O. n° L 214 du 22. 9.1971

II

Liste des nouveaux actes

- Règlement n° 1411/71 du Conseil, du 29 juin 1971, établissant les règles complémentaires de l'organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers en ce qui concerne les produits relevant de la position n° 04.01 du tarif douanier commun

J.O. n° L 148 du 3. 7.1971

rectifié par :

- Rectificatif au règlement (CEE) n° 1411/71 du Conseil du 29 juin 1971

J.O. n° L 188/24 du 20. 8.1971

Une adaptation technique peut être apportée à l'article 6 paragraphe 1 par l'adjonction d'un paragraphe 1 bis rédigé comme suit :

" Les Etats membres peuvent prévoir une catégorie de lait entier
" supplémentaire ayant une teneur en matière grasse fixée par eux
" à un taux de 3,8% au moins".

.../...

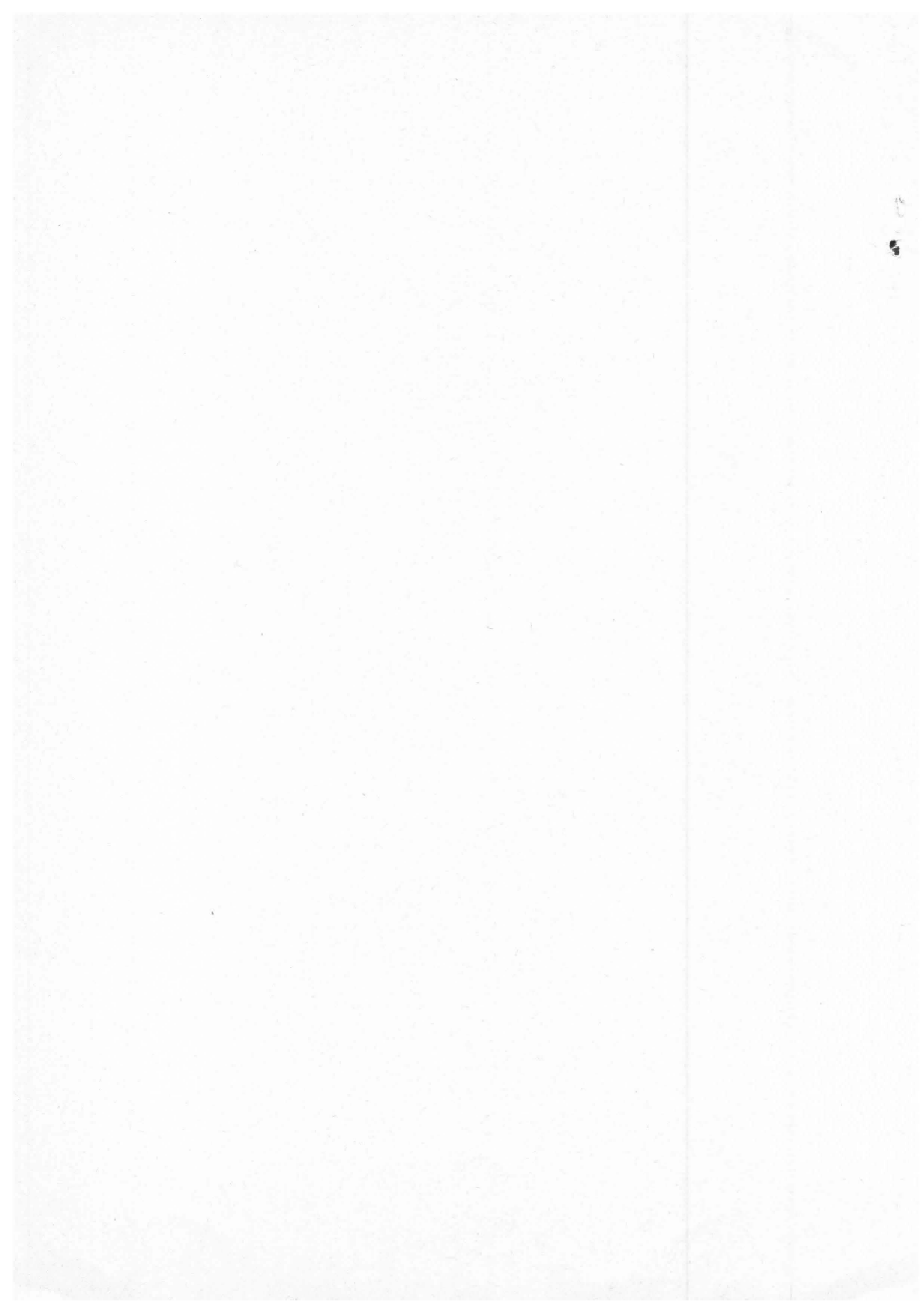
II page 49 - Règlement (CEE) n° 1097/68 de la Commission, du 27 juillet 1968,
relatif aux modalités d'application des mesures d'intervention
dans le secteur de la viande bovine

J.O. n° L 184/5 du 29. 7.1970

modifié par :

ajouter : R. (CEE) n° 1795/71 de la Commission du 17 août 1971

J.O. n° L 187/5 du 19. 8.1971



C E R E A L E S

I Liste des nouveaux actes

- Règlement (CEE) n° 2019/71 de la Commission, du 20 septembre 1971,
relatif aux modalités concernant les importations de seigle de
Turquie

J.O. n° L 213/7 du 21. 9.1971

